

# L'avenir de Merkel en suspens

- Sous la pression de la CSU, le parti frère de la CDU d'Angela Merkel, des centres fermés seront créés pour regrouper les migrants appelés à quitter le pays.
- Un système contre-productif, selon les experts.
- Mais la CSU en veut plus. Le parti poursuit son chantage et défie la chancelière.

## “L'intégration prendra dix ans” : le long parcours des réfugiés in stallés à Berlin

Reportage, Nathalie Steiwer  
correspondante à Berlin

**I**l régnait comme une atmosphère de fancy-fair en cet après-midi de juin dans les jardins du Birkenhof, à Spandau, un quartier paisible de Berlin où se côtoient un atelier de maquillage pour les enfants et un buffet proposant tant du riz afghan aux raisins que des boulettes de viande aux poivrons syriennes.

Il y a quatre ans, ce centre était un home pour personnes âgées avant de fermer. Il accueille, depuis 2017, 333 réfugiés et demandeurs d'asile. “*Nous logeons des gens qui vont probablement rester, comme les Syriens, mais aussi d'autres qui n'ont quasiment aucune chance d'obtenir l'asile, comme des Tchétchènes ou des Moldaves*”, constate Jyoti Chakma, le directeur du site.

“Beaucoup avaient peur de la criminalité”

L'installation de cette résidence dans une rue paisible, à quelques mètres de l'école primaire, n'a pas été simple. “*Nous avons eu des réunions d'information avec les habitants du quartier. Beaucoup avaient peur de la criminalité*”, se souvient Martina, une voisine. En fait, “*ça se passe bien*” remarque Hans, un retraité venu en curieux à la fête organisée par la résidence pour favoriser les contacts avec le quartier.

Aujourd'hui, “*beaucoup de voisins viennent dans mon bureau pour se plaindre du bruit, concède Jyoti Chakma. Il fait beau, les logements sont petits, les enfants jouent dehors. Les adultes restent tard à discuter*”.

Les différences culturelles ne facilitent pas l'intégration. Martina a proposé à des réfugiées de venir au café hebdomadaire de la paroisse “*mais ce n'est pas facile. Leur tradition est plutôt de se retrouver en famille et les femmes restent à la maison.*”

Assise un peu plus loin à la même table, Sheren, une Syrienne de Daraa, aimerait communiquer davantage mais comment faire quand la phrase butte tous les trois mots sur l'obstacle de la langue ? A défaut, elle sourit et demande une traduction à l'un de ses enfants, qui ont appris l'allemand en quelques mois avant de rejoindre une classe normale.

### 600 heures pour parler allemand

*“La langue est le premier obstacle à l'intégration”*, constate Manfred Nowak, le directeur local de l'association caritative “AWO”, qui gère ce centre et plusieurs points d'information pour les migrants. Depuis l'expérience des réfugiés des Balkans, *“nous savons qu'il faut mettre le plus vite possible les enfants à l'école pour qu'ils apprennent la langue, même si les perspectives d'asile sont réduites. Ce sont souvent eux qui font le pont avec les adultes”*.

Ensuite, les cours “d'intégration” pour adultes sont désormais bien rodés et normalisés par l'office des migrations, le Bamf. Les réfugiés ont 600 heures pour atteindre le niveau B1, qui permet de se débrouiller au quotidien.

La présence des élèves est contrôlée par l'Agence nationale de l'emploi. Pourtant, en 2017, moins de la moitié des 290 000 personnes qui ont passé le test de langue l'ont réussi, selon le Bamf.

Analphabétisme, stress, familles nombreuses, démarches administratives en cours... Les raisons invoquées pour ces échecs sont multiples.

Ahmad, un joaillier de Damas arrivé en 2013 en Allemagne, a saisi au contraire la chance à bras-le-corps. *“Quinze jours après mon arrivée, j'ai investi toute mon énergie à apprendre l'allemand”*, raconte-t-il.

Cinq ans plus tard, il a lui-même intégré comme travailleur social la structure de l'AWO, qui avait accompagné son installation à Berlin.

C'est lui désormais qui aide les nouveaux arrivants à identifier rapidement les démarches à faire, les documents à rassembler, les perspectives sur le marché de l'emploi. *“Je suis passé par là, je peux comprendre la frustration de quelqu'un qui a campé la nuit devant une administration pour s'entendre dire que ce n'est pas là, ou qu'il manque un document”*, explique-t-il.

Pour Manfred Nowak, les grands centres d'accueil en préparation *“sont une er-*

*reur, parce qu'ils ne permettent pas ce suivi personnalisé indispensable dès les premiers jours pour permettre l'intégration ensuite”*. Selon lui, le plus grand problème maintenant que l'urgence est passée, ce sont au contraire les logements à long terme.

### “Qui logera une famille de sept personnes ?”

Sheren et sa famille vivaient dans 160 m<sup>2</sup> à Daraa, actuellement au centre des combats en Syrie. Ils se serrent aujourd'hui dans un deux pièces. A Berlin, en pleine surchauffe immobilière, *“pas un seul propriétaire ne veut louer un appartement à une famille de sept personnes”*, constate-t-elle. Mais c'est dans la capitale qu'elle a des amies et d'éventuelles perspectives de travail.

De ce côté-là, les perspectives d'intégration sont plutôt bonnes, estime Thomas Bauer, président du Conseil des experts allemands de la Fondation pour l'immigration et l'intégration (SVR). L'Agence nationale pour l'emploi est *“efficace et gère plutôt bien l'intégration des migrants”*, assure-t-il.

Les réformes du marché de l'emploi lancées il y a dix ans *“ont préparé les agents à un accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi”*, assure l'économiste.

Même si les situations sont très hétérogènes, beaucoup de réfugiés ont commencé rapidement à travailler dans la sécurité, les soins à la personne ou le nettoyage : des secteurs qui demandent peu de qualifications. Ailleurs, c'est plus compliqué. *“Le marché allemand du travail est très régulé par des certificats”*, remarque Thomas Bauer. C'est le cas par exemple pour devenir électricien ou garagiste.

L'un dans l'autre, 220 000 réfugiés ont désormais trouvé un travail et 28 000 sont en formation, selon l'Office des migrations. En Allemagne, les réfugiés, demandeurs d'asile ou même ceux qui sont simplement “tolérés” peuvent désormais travailler trois mois après leur arrivée.

### “Les résultats se verront dans dix ans”

Ce traitement individualisé revient peut-être cher, mais en tant qu'économiste Thomas Bauer le voit *“plus comme un investissement dans l'avenir que comme un coût”*. *“L'intégration prend du*

*temps. Il faut être patient. Les résultats ne seront pas connus avant huit ou dix ans”, juge-t-il.*

En attendant, le climat se dégrade au quotidien. *“Nous avons aussi beaucoup moins de volontaires”,* remarque Manfred Nowak. Or, une grande partie de la

politique du gouvernement repose sur les associations caritatives, à la base de l'action sociale en Allemagne. Les gens ne sont pas plus agressifs dans la rue, assure Ahmad, *“mais ce débat perpétuel sur les réfugiés à la télévision, sur Facebook, c'est inquiétant. Je voudrais juste qu'on nous laisse en paix”.*

## La CSU défie l'autorité d'Angela Merkel

**D**émission ou soumission: la CSU, les conservateurs bavarois alliés de la chancelière, laissaient encore planer le doute sur leurs intentions dimanche soir. De son côté, Angela Merkel campait sur ses positions: pas de solution allemande à la question des réfugiés sans accord européen. Après une longue réunion durant l'après-midi, la CSU laissait en revanche planer le suspense d'heure en heure après avoir multiplié les attaques. *“En politique, il arrive que ce soit brutal, ça fait partie du jeu et il faut savoir l'encaisser”,* répliquait la chancelière durant sa traditionnelle “interview de l'été” diffusée en fin de journée.

Et les coups ont volé alors que les deux partis alliés, désormais frères ennemis, se réunissaient chacun de leur côté. La CSU dans son fief bavarois, la CDU à Berlin. A peine arrivé à Munich, le ministre de l'Intérieur Horst Seehofer (CSU), qui défie la chancelière depuis deux semaines, avait annoncé la couleur: l'accord sur l'immigration conclu à Bruxelles lors du Sommet du 28 juin n'est pas à la hauteur de ce qu'il souhaite.

### Le double jeu des pays d'Europe centrale

Une partie des dirigeants de son parti semblait prête à aller jusqu'à la rupture, notamment Alexander Dobrindt, président du groupe CSU au Bundestag et tenant du jusqu'au-boutisme. Après que la Pologne, la Hongrie et la République Tchèque ont nié avoir conclu des accords avec Angela Merkel, *“on peut se demander si les décisions du Conseil européen deviendront un jour réalité”,* a-t-il ironisé. *“J'ai fait un pas dans la direction de la CSU. Maintenant, c'est à elle de décider si la solution les satisfait”,* s'est défendue M<sup>me</sup> Merkel. Elle ne ferme pas la porte à des négociations avec la CSU, *“un parti frère avec qui nous avons beaucoup fait”,* mais il n'est pas question d'accepter une fermeture unilatérale des frontières, comme l'annonçait Horst Seehofer. Et de rappeler au passage qu'il y a un troisième partenaire dans la coalition: les sociaux-démocrates du SPD, *“avec qui nous travaillons très bien”.* Les cadres de la CDU soutiennent la chancelière. La bronca CSU menace l'autorité d'Angela Merkel en Europe, a ainsi souligné le commissaire européen au Budget, Günther Oettinger. Or, *“c'est une valeur importante pour l'Allemagne qui ne devrait pas être dilapidée”.* Du côté du SPD et des Verts, les appels au calme se multipliaient. Dans le même temps, les deux partis se préparent à toutes les options: un remaniement ministériel comme de nouvelles élections.

N. St.